



**PRÉFET DE SEINE ET MARNE**  
**SOUS-PREFECTURE DE MEAUX**

Bureau de la Réglementation et de la Coordination  
Territoriale  
service associations  
27 place de l'Europe  
77109 MEAUX CEDEX

Le numéro W771019170  
est à rappeler dans toute  
correspondance

**Récépissé de Déclaration de CREATION**  
**de l'association n° W771019170**

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

**Le Sous-Préfet de Meaux**

donne récépissé à **Madame**  
d'une déclaration en date du : **15 mai 2020**  
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

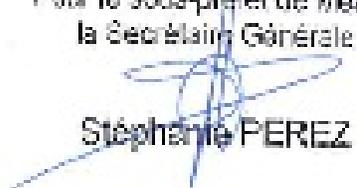
**SYN.C.EVENT SYNDICAT NATIONAL DE LA COMMUNICATION ET DE L'ÉVÉNEMENTIEL**

dont le siège social est situé : 18 rue des Anes  
77700 Coupvray

Décision prise le : **12 mai 2020**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal  
Statuts

Meaux, le 15 mai 2020

Pour le sous-préfet de Meaux  
la Secrétaire Générale  
  
Stéphanie PEREZ

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.